

# **CONTRE LE CPE, CONTRE LE MEDEF ET LE GOUVERNEMENT, IL FAUT IMPOSER LA FORCE DU PEUPLE !**

## **LE CPE : UN NOUVEAU CADEAU AUX PATRONS, UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LA JEUNESSE ET LES TRAVAILLEURS.**

Permettre à un patron, pendant deux ans, d'exploiter un jeune travailleur le temps qui lui convient et de le licencier selon son bon vouloir – c'est-à-dire selon son seul intérêt -, il fallait oser ! Ce gouvernement l'a fait, à la demande du MEDEF. Voilà ce que Dominique de Villepin a l'audace d'appeler « une chance pour l'emploi des jeunes » ! Les manifestations d'étudiants, d'ouvriers et de lycéens qui ont eu lieu en février et qui repartent avec vigueur pour exiger le retrait du CPE montrent clairement ce que les intéressés pensent de cette « chance ». Pour tous, le CPE c'est la précarité totale, l'absence de droit, le chantage permanent à « la porte » et l'ANPE à la sortie du « contrat ». **C'est inacceptable. Les jeunes et les travailleurs ont raison de se révolter. Le gouvernement doit reculer, il doit retirer le CPE !**

## **SEUL LE RAPPORT DE FORCE FERA CEDER LE GOUVERNEMENT**

Le spectacle parlementaire est maintenant terminé. Il était d'ailleurs ficelé d'avance. Malgré la gravité de l'amendement sur le CPE, seulement 74 députés étaient présents dans l'hémicycle, le 14 février ! Les amendements, les votes, le 49/3, la motion de censure rejetée auront uniquement servi à la droite de montrer ses muscles, et à la « gauche » de s'afficher comme soutien au mouvement populaire anti-CPE et en particulier permis au PS de faire oublier son alliance avec la droite lors des élections sur la constitution européenne en mai 2005. En tout cas, cet épisode n'aura donné aucun résultat. Le CPE est toujours là et il ne faut se faire aucune illusion sur le « soutien » des partis de gauche et des directions des syndicats. Leur but est d'accompagner le mouvement et de le canaliser jusqu'aux élections de 2007 ! Ils ne feront rien pour construire le rapport de force là où il doit s'imposer maintenant : dans les usines, sur les chantiers, dans les bureaux, les hôpitaux, dans les universités et les écoles...Par la grève et les manifestations, par la construction de la grève générale et l'organisation d'une grande manifestation nationale. **C'est aux travailleurs et à la jeunesse en lutte de prendre leurs affaires en main, de s'organiser à la base quelle que soit leur appartenance syndicale ou politique, et de se coordonner nationalement pour construire et développer le rapport de force jusqu'au retrait du CPE.**

## **ACCUSONS LE CAPITALISME ET PREPARONS SON RENVERSEMENT**

Le CPE fait partie d'une politique anti-sociale globale orchestrée par les milieux dirigeants capitalistes et les politiciens à leurs bottes. Toutes les réformes réactionnaires de ces 30 dernières années – réalisées par des gouvernements de droite ou de gauche – (retraites, sécu, casse des services publics...), toutes ont pour but d'accroître les profits financiers en réduisant au maximum la part du produit social destinée aux travailleurs. C'est la logique du profit qui est la cause de tous les reculs sociaux et de toutes les misères actuelles et à venir. Les communistes pensent que si l'on veut inverser le mouvement, ou seulement même le stopper, il va falloir détruire le système capitaliste qui contient cette logique, et le remplacer par un autre, le socialisme, qui fonctionnera pour satisfaire les besoins des travailleurs et de leurs familles et non plus pour enrichir une minorité d'exploiteurs.

**AUJOURD'HUI, CONTRE LE CPE/CNE, les communistes marxistes-léninistes appellent les jeunes et les travailleurs en lutte à s'organiser à la base dans des comités de lutte unitaires et nationalement dans une coordination chargée de construire les initiatives. Ils les invitent à être attentifs devant les manœuvres de récupération électoraliste de la gauche réformiste.**

**POUR DEMAIN, POUR CHANGER DE SOCIETE, nous appelons les militants anti-capitalistes à s'engager avec nous dans la construction d'un véritable Parti Communiste Révolutionnaire pour conduire le peuple à la prise du pouvoir, pour construire une société sans exploitation.**